

Conflit politique avec les chemises rouges

1. Thaïlande : les chemises rouges déversent leur sang (16 mars 2010)



Les Chemises rouges récoltent leur sang pour le déverser devant le Parlement

Les "chemises rouges", qui manifestent à Bangkok pour obtenir la démission du Premier ministre thaïlandais, ont commencé mardi à prélever leur sang pour le répandre devant le siège du gouvernement et symboliser ainsi le "sacrifice" du peuple.

Dans une ville en état de siège, plusieurs centaines de manifestants faisaient la queue en suivant l'exemple de leurs leaders, pour donner leur sang et le stocker dans de petites bouteilles en plastique, sous assistance médicale.

Les litres de sang devaient être répandus vers 18h00 (12h00 heure de Bruxelles) devant le siège du gouvernement.

"Ce sang est une offrande sacrificielle, pour montrer notre amour de la Nation, pour montrer notre sincérité", a indiqué Veera Musikapong, un des leaders du mouvement.

Les "rouges", favorables à l'ex-Premier ministre en exil Thaksin Shinawatra, qui sont environ 90 000 dans le centre de Bangkok depuis ce week-end, demandent la démission du Premier ministre Abhisit Vejjajiva et des élections anticipées.

Session parlementaire ajournée

Confronté à la crise, le Parlement thaïlandais a été forcé d'ajourner sa session, mardi, faute d'avoir pu réunir le nombre minimum de députés et de sénateurs, dont plusieurs ont renoncé à se déplacer pour des questions de sécurité, a annoncé son président, Chai Chidchob.

Plus de la moitié des 625 sénateurs et députés du pays doivent être présents pour ouvrir une session, mais seulement 100 sont venus mardi, a indiqué le président.

Le pouvoir craint des violences de la part des manifestants et a mis en place un quartier général de crise avec l'état-major militaire au sein du 11e régiment d'infanterie, où se trouve le Premier ministre. Environ 50 000 membres des forces de l'ordre ont été déployés.

Le Premier ministre a exclu de démissionner, mais la pression populaire risque fort de devenir intenable. Pour certains observateurs, l'épreuve de force pourrait tourner à l'affrontement sanglant voire à la guerre civile.

2. Thaïlande: les rouges défilent, le pouvoir pointe des "terroristes" (12 mars 2010)

Le Premier ministre thaïlandais a accusé lundi des "terroristes" non identifiés de s'être mêlés aux affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ce week-end, alors que les négociations pour sortir d'un mois de crise politique semblent au point mort.



"Nous avons découvert de façon claire que des terroristes avaient utilisé les manifestants pro-démocratie pour provoquer des troubles, espérant des changements radicaux dans notre pays", a déclaré Abhisit Vejjajiva dans un bref discours à la télévision.

"Nous devons faire la différence entre les innocents et les terroristes et nous pourrions alors prendre des mesures supplémentaires" pour les neutraliser, a-t-il ajouté sans autre précision.

La polémique prend de l'ampleur pour déterminer les responsabilités respectives des "chemises rouges" (militants anti-gouvernementaux) et des forces de l'ordre après les affrontements de samedi soir --les plus graves en Thaïlande depuis 1992-- qui ont fait au moins 21 morts et plus de 860 blessés.

Les "chemises rouges" du Front uni pour la démocratie et contre la dictature (UDD) accusent Abhisit d'avoir utilisé une force disproportionnée pour mettre fin à l'occupation, pacifique, de la vieille ville. Plusieurs témoins ont pourtant indiqué avoir vu des manifestants faire usage d'armes à feu.

"Je dois admettre que je n'imaginai pas que des gens utiliseraient des armes telles que des fusils d'assault M16 et AK47 et des grenades", a déclaré Suthep Thaugsuban, vice-Premier ministre.

Les "chemises rouges" défilent pour leurs morts

Lundi, les "rouges" ont organisé un long cortège bruyant et coloré portant les cercueils de deux civils, recouverts du drapeau thaïlandais. "Ils ne sont pas morts pour rien", ont juré les "chemises rouges" en défilant par milliers dans les rues de Bangkok pour rendre hommage à leurs "héros" tombés samedi face aux soldats mobilisés par le gouvernement.

Brandissant un drapeau thaïlandais, Boongsuang Horak regarde "avec fierté" l'immense colonne de 4X4, de pick-ups, de taxis et de tri-porteurs "tuk-tuk" s'étirer dans l'avenue. "Regardez comme nous sommes nombreux! Nous allons gagner", espère cette mère de famille de 52 ans.

Comme elle, les milliers de manifestants sont habillés de rouge, la couleur emblématique du mouvement qui proteste contre le pouvoir depuis un mois en bloquant deux quartiers de Bangkok.

Un mouvement calme jusqu'à samedi et les affrontements avec l'armée qui ont coûté la vie à 21 personnes, dont 17 civils.

Deux jours plus tard, "nous sommes toujours choqués", témoigne Arisman Songkhla qui défile à moto. "Pourquoi l'armée a-t-elle sorti les chars contre des manifestants pacifiques? Pourquoi les soldats ont tiré sur nous? ", s'interroge-t-il.

Les blindés n'ont pas suffi. Quatre d'entre eux ont été abandonnés par les soldats en face du Monument de la démocratie, là où se sont concentrés les combats de rue samedi.

Dépecées et taguées, leurs carcasses sont toujours là, bloquant une rue touristique. Les "rouges" se font photographier devant, faisant le signe de la victoire. Quelques milliers de manifestants se sont ensuite rendus devant le domicile d'Abhisit, gardé par un important dispositif.

"Pas de discussion sans démission"

Lundi, les chances de dialogue politique semblaient infimes. Les leaders "rouges" ont de nouveau rejeté toute négociation avec le pouvoir tant qu'Abhisit ne démissionnerait pas et qu'il ne quitterait pas le pays. "Il n'y aura pas de discussion avec le gouvernement, il n'y aura pas de discussion avec des tueurs", a affirmé Jatuporn Prompan, un cadre "rouge".

Panitan Wattanayagorn, porte-parole du gouvernement, a démenti des informations faisant état de débats sur un scrutin anticipé en octobre. "Il n'est pas question d'élections en octobre pour l'instant. Je n'ai vu aucune proposition en ce sens des partis de la coalition".

Les "rouges" réclament le retour à l'ordre constitutionnel en vigueur avant le putsch militaire de 2006, qui avait renversé le Premier ministre Thaksin Shinawatra pour népotisme, corruption et irrespect envers la monarchie.

Ils vénèrent l'homme d'affaires en exil, dont la politique populiste (2001-2006) avait été favorable aux masses rurales du nord et nord-est.

Et ils déniaient toute crédibilité à Abhisit, arrivé au pouvoir fin 2008 à la faveur d'une décision de justice et d'un renversement d'alliances parlementaires. A l'image de la Chine lundi, plusieurs pays ont exprimé leur "inquiétude" sur la situation dans le royaume, jadis considéré comme un îlot de stabilité dans la région.

Les responsables économiques du pays s'inquiètent pour l'image de la Thaïlande à l'étranger. Environ 6% du PIB provient du tourisme qui devrait souffrir plus encore des images de guérilla urbaine ayant fait le tour du monde.

La Bourse thaïlandaise chutait de 4,5% lundi peu avant la clôture. "Le principal facteur (...) est l'agitation politique car il n'y a aucune issue en vue", a indiqué Sasikorn Charoensuwan, analyste de Phillip Securities.